



Montreuil, le 15 février 2016

**Groupe VINCI**

## **Notre-Dame-des-Landes : non aux expulsions**

Le Collectif national des **syndicats CGT du Groupe VINCI** s'associe pleinement à la déclaration des UD CGT, Solidaires et FSU de Loire-Atlantique du 20 janvier dernier, et dénonçant l' « entêtement coupable » des autorités à vouloir relancer le projet de transfert de l'aéroport de Nantes à Notre-Dame-des-Landes, évacuer la ZAD et commencer les travaux.

L'annonce présidentielle d'un « référendum local » n'annule en rien les menaces qui pèsent sur les habitants de la ZAD et toutes celles et ceux qui se sont engagés à leurs côtés. C'est pourquoi nous demandons à notre tour :

- Qu'il ne soit procédé à aucune expulsion ni expropriation sur la ZAD ; tous les recours déposés doivent être traités et recevoir décision de justice, conformément aux engagements du gouvernement ;
- Qu'une étude indépendante et sérieuse soit menée pour étudier les avantages et inconvénients du maintien en exploitation de l'aéroport de Nantes Atlantique ;
- Qu'il soit mis un terme aux arrestations de manifestants, confiscations d'engins agricoles, véhicules et permis de conduire, qui relèvent de la criminalisation du mouvement social.

En tant que salariés de VINCI, nous refusons d'être associés en quoi que ce soit aux basses œuvres d'AGO, filiale du Groupe, qui entend faire ses profits grâce à la politique de privatisation des services publics développée par le gouvernement, politique que la CGT a toujours dénoncé.